

Ainsi les électeurs grecs ont dit « **Oxi** » aux exigences de leurs créanciers européens et internationaux, malgré des sondages qui, la veille encore de ce dimanche électoral, annonçaient encore une victoire possible du « Oui » au référendum hellène, ce qui confirme ma vieille formule «

Sondage n'est pas suffrage »... Cette réponse des Grecs ne plaît pas vraiment aux européistes, furieux de voir une fois de plus les peuples leur échapper et oser remettre en cause leurs présupposés : l'un des plus virulents est Jean-Marie Colombani qui, après bien d'autres, crache son venin dans la presse, ce matin dans

Direct

, et

Matin

révèle, en même temps,

la cécité de cette « classe dominante » qui ne peut, ne sait, ne veut plus voir ce qui se passe en bas de l'échelle sociale

, en Europe, préférant vanter les mérites d'une mondialisation « heureuse » (sic !), véritable utopie criminelle pour qui n'y consent pas, et d'une

« Europe obligatoire » et, souvent, punitive



M. Colombani avance trois arguments, parfois de mauvaise foi, celle-ci étant la marque d'une colère mal maîtrisée et bien mauvaise conseillère, en définitive, et ceux-ci se voulant dénonciateurs de trois illusions, trois « mythes » propres à M. Tsipras et à ses soutiens, selon l'essayiste libéral. Il me semble intéressant de les évoquer et d'y répondre, en royaliste politique :

1. « Première illusion » : celle qui consiste à plaquer nos propres catégories politiques sur celle de la Grèce. La gauche française par exemple, mais elle n'est pas la seule, pense que Syriza est une partie de la gauche. Or, il s'agit d'une extrême gauche virulente alliée à une extrême droite qui ne l'est pas moins. (...) Pour constituer une majorité à l'Assemblée, Alexis Tsipras avait besoin d'un allié. Des petits partis pro-européens étaient disponibles. Il est allé chercher les « Grecs indépendants », mouvement xénophobe et antisémite. Curieusement, cette alliance, qui cache une idéologie commune, le national-populisme, est passée sous silence. » Ainsi M. Colombani s'inquiète-t-il de convergences stratégiques entre des « extrêmes » quand le règne des partis dits « modérés » qui, lui, s'applique depuis les origines de la construction européenne dans les institutions de l'Union elles-mêmes et, souvent, dans nos nations démocratiques, ne semble guère l'émouvoir : or, **n'est-ce pas cette collusion apparente et sans doute bien réelle au sein de « l'Europe légale »**, quand sociaux-démocrates et libéraux de tout poil se partagent les postes et votent ensemble dans un Parlement européen qui apparaît moins comme une ecclésiastie que comme une chambre close, pour ne pas dire maison..., **qui choque les citoyens, eux qui forment « l'Europe réelle », se sentant et se pensant « trahis » par l'absence de véritable alternative économique et politique ?**

Le «

Tous pourris

», qui n'est pas vraiment une politique mais bien plutôt une sorte d'abandon démocratique auquel je refuse de me laisser aller, ne prend-il pas ses sources dans cet « entre soi » des partis dits « raisonnables » ? Qui a découragé les citoyens de faire de la politique si ce n'est ce système de copinage politique permanent, malgré les querelles électorales ? Que ceux qui n'en sont pas soient désormais applaudis par les électeurs, pour de bonnes ou de mauvaises raisons d'ailleurs, me semble plutôt logique. Qu'ils soient extrémistes, ce qui n'est pas toujours rassurant, peut-il étonner ces oligarques qui, dans leurs propos mêmes, sont parfois d'une violence, d'une arrogance, d'un mépris qui ne sont guère à l'image de leur « modération » supposée et autoproclamée ? Quand on entend les mots d'un Juncker ou d'un Martin Schulz, tous deux d'étiquette opposée mais de pensée similaire, on est en droit légitime de se demander qui sont vraiment les extrémistes ! L'article de M. Colombani lui-même n'est pas exactement une preuve de « mesure » ni d'équilibre, et son hubris (encore un mot grec : vais-je être taxé de « helléno-populisme » ?) n'est guère rassurante...

Quant au « **national-populisme** », il est devenu **une explication un peu facile aux vellétés d'indépendance nationale mêlées de souhaits de justice sociale au sein des Etats** : or, l'Union européenne ne sera viable et solide que si elle s'appuie, non sur les idéologies du Marché et de la libre concurrence, mais sur les réalités et les diversités nationales et populaires, et si elle respecte **la libre souveraineté des Etats, leur indépendance** qui, comme le faisait remarquer justement Maurras, est « **la plus précieuse des libertés humaines** » , la condition première (mais pas toujours suffisante car il faut aussi un Etat digne de ce nom et de ses devoirs) de l'existence des libertés publiques et privées des citoyens.



Quant aux royalistes français, ils n'oublient pas que, à de multiples reprises dans l'histoire de notre pays, ils ont noué **alliance avec des mouvements ou des personnes fort éloignés de leurs idéaux dans le seul but de servir le pays et ses habitants** , y compris avec ceux qui apparaissaient leurs plus violents contradicteurs. Déjà, dans les années 1908-1909, le républicain Georges Clemenceau s'inquiétait de l'alliance apparemment contre-nature

Écrit par Jean-Philippe
Lundi, 06 Juillet 2015 13:05

des Camelots du Roi avec les anarchistes

, et un autre Georges, Bernanos, racontait quelques temps après que, enfermés ensemble en prison, monarchistes et syndicalistes révolutionnaires entonnaient, successivement, le «

Vive Henri IV

» (chant traditionnel des royalistes) et «

l'Internationale

», tandis que d'autres se retrouvaient au sein du fameux «

Cercle Proudhon

» qui horrifie tant les Colombani de toutes les époques !

Cela étant, je rappelle que, justement, **je n'ai guère d'acointances idéologiques avec les marxistes grecs ni avec les helléno-nationalistes**, et

que le « national-populisme » ne peut être, à long terme, une situation heureuse : mais je n'hésite pas, sans doute au grand dam des Colombani à triste figure, à écouter les autres et à prendre la main qui se tend de l'autre côté de la barricade sans y perdre mon âme et mes idées. National-populisme ? Plutôt un «

nationisme

» (selon l'expression de Pierre Boutang, monarchiste gaulliste des années 60) raisonné et actif,

en attendant le Prince capétien qui incarne la nation et ses peuples sans avoir besoin d'être ni nationaliste ni populiste

...

La crise grecque : la faute au "national-populisme" ? Ma réponse à Jean-Marie Colombani.

Écrit par Jean-Philippe
Lundi, 06 Juillet 2015 13:05

(à suivre, ce soir ou demain : mes réponses aux deux autres arguments de M. Colombani)